



Communiqué de presse

L'AFFA reçue à l'Élysée

Une délégation de l'Association Française de Football Amateur, composée d'Eric THOMAS, Président et Joël ABELA, Délégué général, a été reçue le 10 septembre à l'Élysée par Cyril MOURIN, Conseiller Sport-JO 2024-Engagement associatif du Président de la République.

En pleine polémique sur l'avenir du sport français et ses moyens, l'AFFA a plaidé la cause du sport amateur et souhaité une réforme énergique, ambitieuse et partagée.

Cyril MOURIN s'est voulu rassurant en précisant que : « *le budget du sport ne baissera pas* », ajoutant : « *il n'y a pas de suppression envisagée pour les 1600 Conseillers techniques sportifs (CTS), mais une réflexion pour une meilleure organisation* ».

L'AFFA a remis à Cyril MOURIN ses propositions dans la perspective de la réforme du mouvement sportif en insistant sur la nécessité de redonner une place centrale aux clubs, au cœur du sport français.

L'AFFA a demandé notamment :

- **Une aide d'urgence de la FFF en faveur de tous les clubs amateurs confrontés à un accueil massif de nouveaux licenciés.**
- **Une meilleure reconnaissance des bénévoles.**
- **Le vote des clubs amateurs lors des élections à la FFF.**
- **La création d'une "vraie" Ligue de Football Amateur, alter-ego de la Ligue de Football Professionnelle, dotée d'une personnalité morale et juridique et d'un budget dédié aux actions du football amateurs.**
- **Un plan d'équipement national porté par la FFF, permettant de construire 1 000 terrains synthétiques en 5 ans pour les clubs amateurs.**
- **Une plus grande transparence concernant le budget de la FFF et l'obligation de produire un Rapport public annuel sur l'ensemble des actions de la FFF - Outil permettant de mesurer la transparence, d'évaluer et de suivre les actions (budget, rapport moral, éthique...).**

L'AFFA n'a pas manqué de rappeler son soutien à la réforme du mouvement sportif. Précisant que si l'idée de confier davantage de responsabilités aux fédérations semble aujourd'hui s'imposer, en concomitance avec un certain allègement du rôle de l'État, l'AFFA juge indispensable **d'accompagner cette évolution d'un renforcement significatif des exigences de démocratie et de transparence, de solidarité et de bonne gouvernance, d'éthique et de justice sportive tant en ce qui concerne les dirigeants sportifs que le mode de fonctionnement et de gestion des organisations sportives.**